



BURKINA FASO
!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!
COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE DU BURKINA FASO

au 3^{ème} trimestre 2010

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD
Avenue Pascal Zagré, Ouaga 2000 - 01 BP 374 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.27 - Burkina Faso
E-mail : insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 03/2010

SOMMAIRE

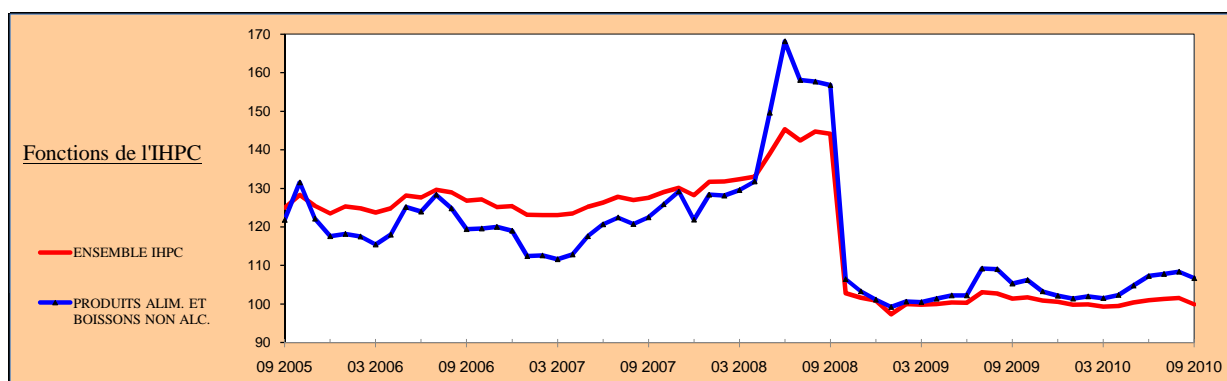
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	16
Définitions et abréviations	21
Crédit des contributions	22

Secteur réel

Le troisième trimestre 2010 a connu, comparativement au trimestre précédent, une légère hausse des prix à la consommation (+0,6%), une hausse générale de l'ensemble des prix des produits de l'élevage et une hausse des prix des céréales (à l'exception de celui du mil local).

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2010	2010	2010	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	102,4	101,1	99,7	100,3	100,9	0,6%	-1,4%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	107,8	103,9	101,6	104,8	107,6	2,7%	-0,2%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,0	103,7	97,2	96,0	98,1	2,2%	-1,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	100,4	100,5	100,0	100,1	100,1	0,0%	-0,3%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	100,3	100,9	103,1	100,3	101,2	0,9%	0,9%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,7	98,7	98,2	98,2	98,2	0,0%	-0,6%
SANTE	99,7	99,7	99,7	99,8	99,8	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	98,3	98,2	96,0	96,0	97,7	1,7%	-0,6%
COMMUNICATION	94,4	94,1	87,3	85,2	72,1	-15,4%	-23,6%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	99,2	99,1	98,9	98,8	98,7	-0,1%	-0,4%
ENSEIGNEMENT	100,0	101,7	102,0	102,0	102,0	0,0%	2,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	100,7	100,3	102,7	101,5	103,1	1,6%	2,4%
AUTRES BIENS ET SERVICES	102,3	102,3	101,6	101,7	101,7	0,0%	-0,6%



Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

Au troisième trimestre 2010, le niveau général des prix à la consommation a enregistré un repli de 1,4% par rapport au troisième trimestre 2009. Par contre, par rapport au trimestre précédent, il a enregistré une hausse légère de 0,6%.

Ce repli de l'indice global des prix en terme annuel est essentiellement imputable à la baisse importante de 23,6% du niveau des prix de communication, suite au rabattement des tarifs appliqués par les opérateurs de la téléphonie mobile (Zain, Telecel et Telmob). En plus des "communications", les fonctions "produits alimentaires et boissons non alcoolisées", "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants", "articles d'habillement et chaussure", "meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer", "loisirs et culture" et les "biens et services divers" ont également enregistré des baisses de prix allant de 0,2% à 1%.

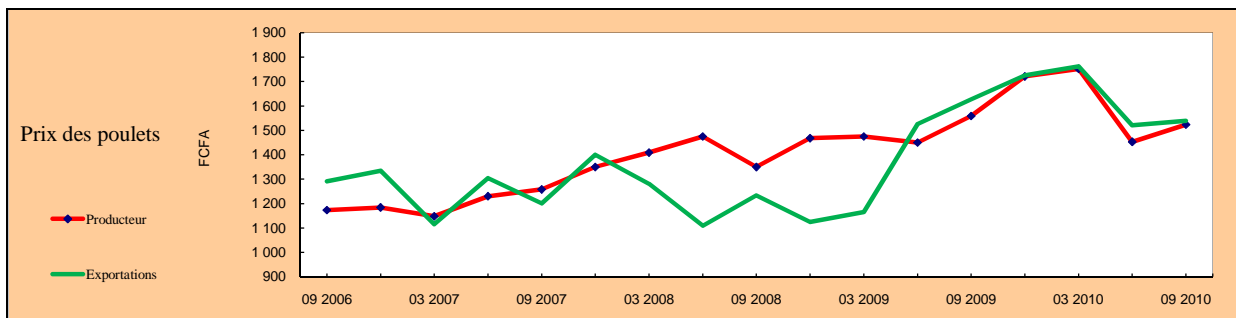
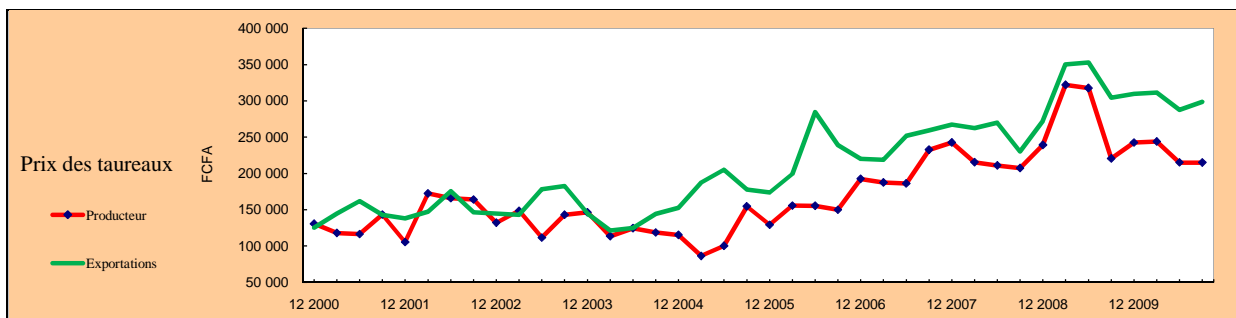
Quant à la hausse de 0,6% en glissement trimestriel enregistré, malgré la baisse des tarifs de communication de 15,4%, elle s'explique essentiellement par la hausse des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisés" de 2,7%, mais aussi par la hausse au niveau des "boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" de 2,2% des transports de 1,7% et des services de "restaurants et d'hôtels" de 1,6%.

NB: L'indice harmonisé des prix à la consommation a connu un changement en adoptant une nouvelle base, celle de 2008, à partir du 4ème trimestre 2008.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2010	2010	2010	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	220 556	242 456	243 852	215 058	214 985	0,0%	-2,5%
Prix à l'exportation du taureau	304 412	309 852	311 258	287 653	298 415	3,7%	-2,0%
Prix au producteur du bœlier	40 614	49 234	51 263	45 241	45 362	0,3%	11,7%
Prix à l'exportation du bœlier	63 723	72 524	75 219	75 319	78 521	4,3%	23,2%
Prix au producteur du bouc	18 573	25 267	26 521	25 862	26 526	2,6%	42,8%
Prix à l'exportation du bouc	31 454	35 146	36 234	35 129	35 896	2,2%	14,1%
Prix au producteur du poulet	1 559	1 721	1 752	1 453	1 524	4,9%	-2,2%
Prix à l'exportation du poulet	1 627	1 725	1 762	1 521	1 539	1,2%	-5,4%
Prix au producteur de la pintade	1 631	1 745	1 752	1 524	1 628	6,8%	-0,2%
Prix à l'exportation de la pintade	1 645	1 798	1 821	1 598	1 652	3,4%	0,4%

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

La période hivernale (juillet, août et septembre) s'est caractérisée par une amélioration de la situation alimentaire du bétail; la situation zoo-sanitaire est par ailleurs restée relativement calme. De ce fait, le marché du bétail n'a pas connu une perturbation particulière. Toutefois, à l'exception des prix au producteur des bovins et des ovins qui sont restés quasi stationnaires par rapport au trimestre précédent ceux-ci sont globalement en hausse pour les autres espèces.

Ainsi, pour les bovins, les prix au producteur sont restés quasi-stationnaires en glissement trimestriel; ceux-ci affichent cependant une tendance baissière en glissement annuel (-2,5%). Les mêmes tendances sont observées en glissement annuel sur les marchés d'exportation (-2,0%); toutefois, par rapport au trimestre précédent les prix à l'exportation sont en hausse de 3,7%.

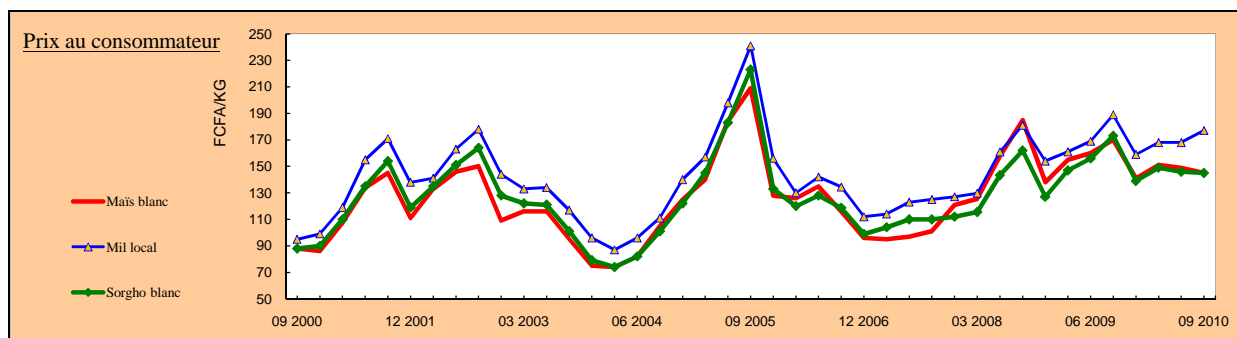
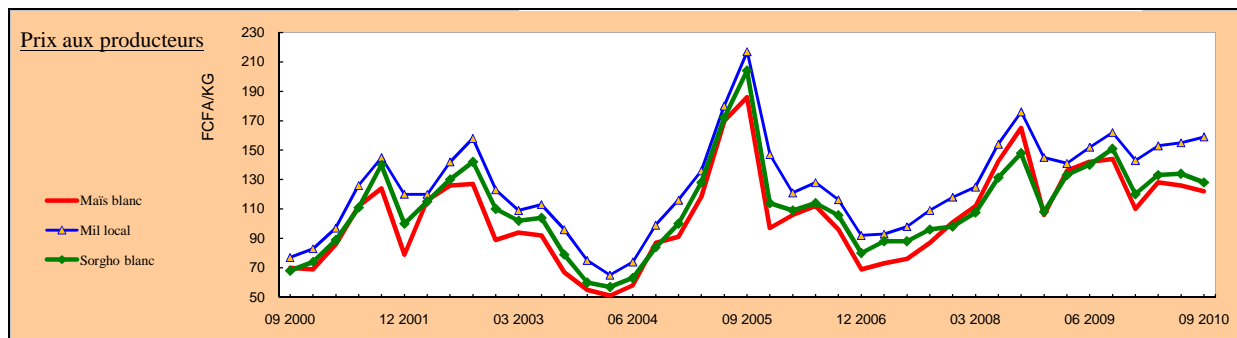
Les prix des petits ruminants connaissent les plus fortes hausses en glissement annuel avec notamment +42,8% pour le prix au producteur du bouc et +23,2% pour le prix à l'exportation des ovins. En glissement trimestriel, les prix affichent également des tendances haussières. L'approche de la fête de la Tabaski et des autres fêtes de fin d'année devraient concourir à accentuer ces tendances.

Le marché de la volaille, longtemps perturbé par la grippe aviaire a connu un regain d'intérêt avec la levée courant août 2010 des mesures suspensives des exportations de volailles avec la Côte-d'Ivoire, principal pays importateur de la volaille burkinabè. Ces reprises bien que timides durant ce troisième trimestre devraient s'intensifier au cours du dernier trimestre en raison des nombreuses festivités de fin d'année : Tabaski, Semaine Nationale de la Culture (SNC), Fête de l'indépendance, Noël, Nouvel an, etc.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2010	2010	2010	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	144,0	110,0	128,0	126,0	122,0	-3,2%	-15,3%
Prix au consommateur du maïs blanc	170,0	141,0	151,0	149,0	145,0	-2,7%	-14,7%
Prix au producteur du mil local	162,0	143,0	153,0	155,0	159,0	2,6%	-1,9%
Prix au consommateur du mil local	189,0	159,0	168,0	168,0	177,0	5,4%	-6,3%
Prix au producteur du sorgho blanc	151,0	120,0	133,0	134,0	128,0	-4,5%	-15,2%
Prix au consommateur du sorgho blanc	173,0	139,0	149,0	146,0	145,0	-0,7%	-16,2%



Au cours de ce troisième trimestre marqué par la période de soudure, une baisse des stocks céréaliers au niveau paysan a été observée. Malgré le bas niveau des stocks paysans, la disponibilité a été effective grâce aux stocks commerçants sur les marchés et les ventes de céréales à prix social qui s'est poursuivi durant toute la période de soudure dans les zones sujettes à des risques d'insécurité alimentaire. Les prix des céréales ont eu une tendance à la stabilité avant de connaître une baisse au mois de septembre. Par rapport à la même période de l'année passée, les prix moyens sur les marchés de collecte ont connu une baisse allant de 2% à 16% pour les principales céréales (mil, maïs, sorgho).

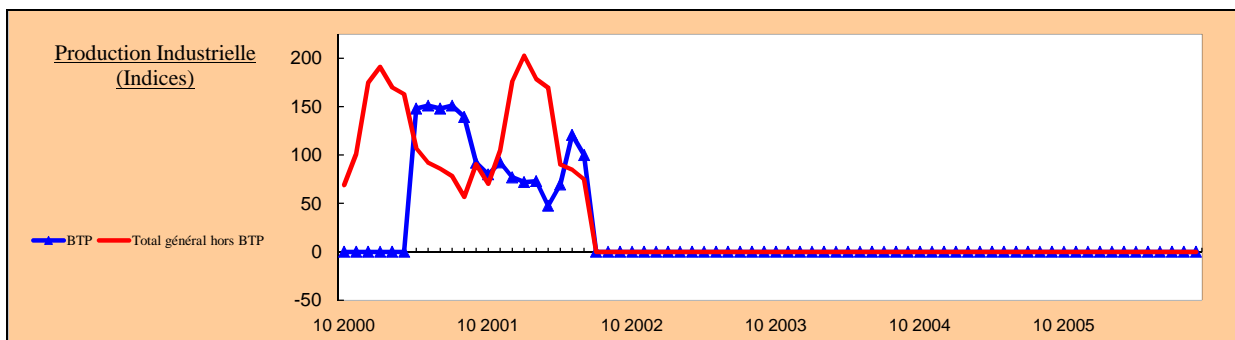
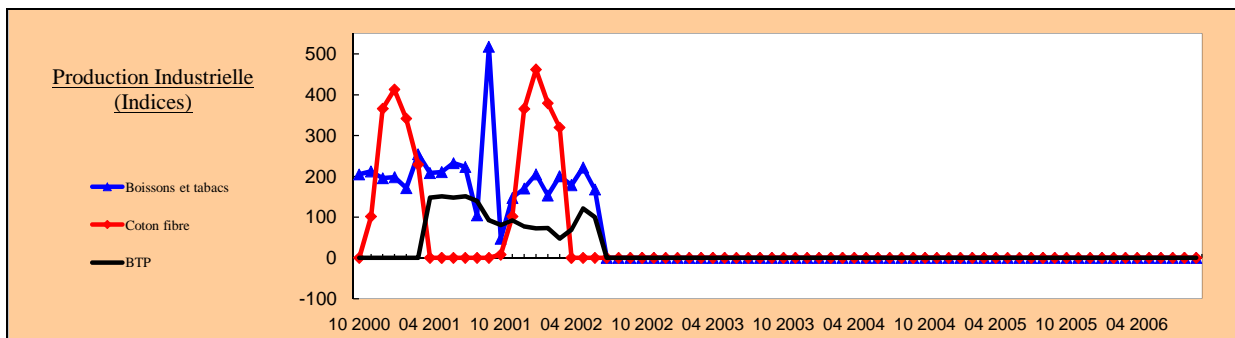
Les prix moyens des céréales ont peu fluctué au cours de ce trimestre. Par rapport au trimestre passé, les prix sur les marchés de collecte sont en baisse de 3% et de 5% pour le maïs et le sorgho. Le prix du mil a augmenté de 3%. Comparé au même trimestre de 2009, des baisses de prix de 2%, 14%, et 15% ont été enregistrées respectivement pour le mil, le sorgho et le maïs. Sur les marchés de détails, les prix moyens par rapport au trimestre passé connaissent une baisse de 3% et 2% pour le sorgho contre une hausse de 5% pour le mil. La moyenne des prix du sac de 100 Kg sur les marchés de collecte a été de 12 200 FCFA pour le maïs, de 16 000 FCFA pour le mil et 12 800 FCFA pour le sorgho. Sur les marchés de détail, les prix moyens du sac de 100 Kg du trimestre étaient de 14 500 FCFA pour le maïs, 17 700 FCFA pour le mil et 14 500 FCFA pour le sorgho.

Les marchés les plus chers de ce trimestre se retrouvaient dans la région du sahel (Gorom-Gorom et Dori) avec des prix moyens du sac de 100 Kg à 18 000 FCFA le maïs, 19 800 FCFA le sorgho et 23 000 FCFA le mil. Les prix les moins élevés ont été enregistrés dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Fara, Gassan), les Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana) et les Cascades (Douana) avec des prix moyens de 8 000 FCFA le sac de maïs, 9 100 FCFA le sac de sorgho et 12 100 FCFA le sac de mil.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IPI)

IPI Trimestriel Base 100 en 1990, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement		
	2001	2001	2001	2002	2002	trimestriel	annuel	
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	0,0	158,3	386,8				
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	93,0	87,6	126,0	163,5	74,6	-54,4%	-19,8%	
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	0,0	0,0	129,5	316,4				
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,0	0,0	0,0					
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	121,2	95,7	114,8	150,1	106,1	-29,3%	-12,5%	
BOISSONS ET TABAC	216,9	281,8	121,4	186,1	189,4	1,7%	-12,7%	
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	110,0	73,9	114,0	145,9	96,6	-33,8%	-12,2%	
BOULANGERIES, MEUNERIES	28,4	19,1	27,9	34,7	19,8	-42,8%	-30,2%	
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	56,9	17,4	168,7	205,3	38,9	-81,1%	-31,7%	
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	0,0	0,0	0,0					
INDUSTRIES CHIMIQUES	103,7	68,4	41,6	83,4	80,1	-3,9%	-22,7%	
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	92,8	61,1	61,2	94,0	81,8	-12,9%	-11,8%	
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225,1	173,4	185,1	219,7	218,3	-0,7%	-3,1%	
TOTAL GENERAL HORS BTP	95,1	75,1	117,0	183,5	83,4	-54,6%	-12,3%	
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	149,0	127,5	83,1	64,2	96,8	50,7%	-35,0%	



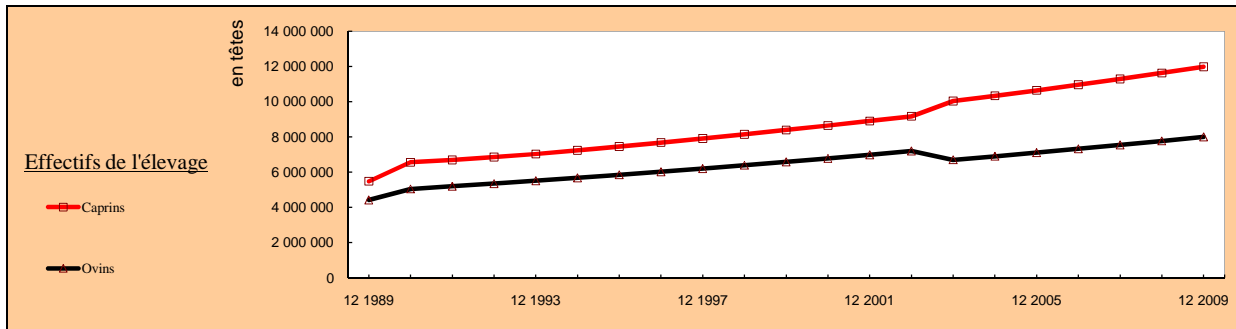
Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Suite à certaines difficultés, l'Indice de la production industrielle a connu une suspension depuis le second trimestre 2002. En conséquence, les données qui figurent dans ce numéro ne concernent que la période avant la suspension.

Toutefois, dans l'espoir d'une reprise prochaine de la série des indicateurs de la production industrielle cette rubrique a été maintenue.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	Croissance moyenne	
						2005-2009	2008-2009
Effectif de bovins (en têtes)	7 607 000	7 759 000	7 914 180	8 072 420	8 233 845	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 110 000	7 324 000	7 543 720	7 770 083	8 003 164	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	10 647 000	10 966 000	11 294 980	11 633 992	11 982 987	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	32 358	33 329	34 329	35 359	36 420	3,0%	3,0%



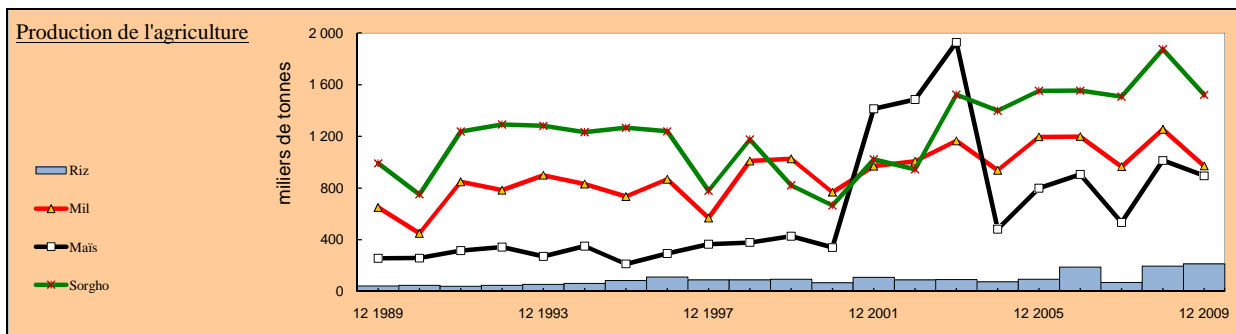
EFFECTIFS DU CHEPTEL

Le cheptel national a connu une croissance régulière au cours des cinq dernières années, progressant ainsi au cours de la période 2005-2009 de 8% pour les bovins et de 13% pour les ovins, les caprins et la volaille; la croissance moyenne annuelle s'est établie à 2% pour les bovins et 3% pour les autres espèces (ovins, caprins et volailles). Ces performances sont dues aux actions entreprises par le Ministère des Ressources Animales, notamment sur les plans de l'alimentation et de la santé animale.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	Croissance moyenne	
						2005-2009	2008-2009
Production brute totale de céréales	3 649 533	3 858 224	3 088 811	4 358 518	3 626 637	-0,2%	-16,8%
dont : Production brute de mil	1 196 253	1 198 656	966 016	1 255 189	970 927	-5,1%	-22,6%
dont : Production brute de sorgho	1 552 911	1 553 830	1 507 162	1 875 046	1 521 468	-0,5%	-18,9%
dont : Production brute de maïs	799 052	905 713	533 874	1 013 634	894 558	2,9%	-11,7%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	93 516	189 176	68 916	195 102	213 584	22,9%	9,5%



Dans l'ensemble des régions, la disponibilité céréalière est jugée satisfaisante durant ce deuxième trimestre. Les marchés ont été assez bien approvisionnés, en grande partie par les stocks commerçants dans la plupart des régions mais également par les stocks paysans spécifiquement dans les régions excédentaires comme les Hauts bassins, la Boucle du Mouhoun, le Sud-Ouest, et les Cascades. Les stocks paysans, quoique toujours satisfaisants dans les régions de grandes productions, connaissent une réduction dans l'ensemble.

Dans les régions abritant des provinces déficitaires et/ou des zones à risque comme le Centre-Sud, le Centre-Est, l'Est, le Centre-Nord, le Nord et le Sahel, la disponibilité des céréales est jugée globalement satisfaisante sur le marché et acceptable au niveau des ménages. La première phase de l'opération de la vente de céréales à prix social a débuté au mois d'avril et compte se poursuivre jusqu'à la fin de la période de soudure. Déjà, 11 240 tonnes de céréales (mil, maïs, sorgho) ont été déployées dans les différentes zones à risques pour la première phase.

Le second trimestre de l'année 2010 a été également marqué par le lancement officiel de la campagne agricole 2010-2011. C'est en effet le 8 mai 2010 à Zanré, un village situé à une quarantaine de kilomètres de Fada N'Gourma que le Ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques a donné le feu vert à travers une cérémonie de lancement officiel.

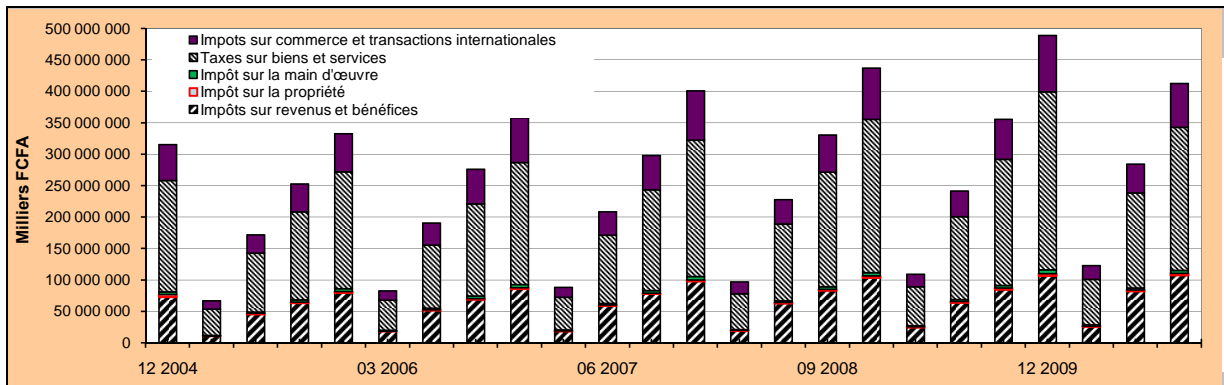
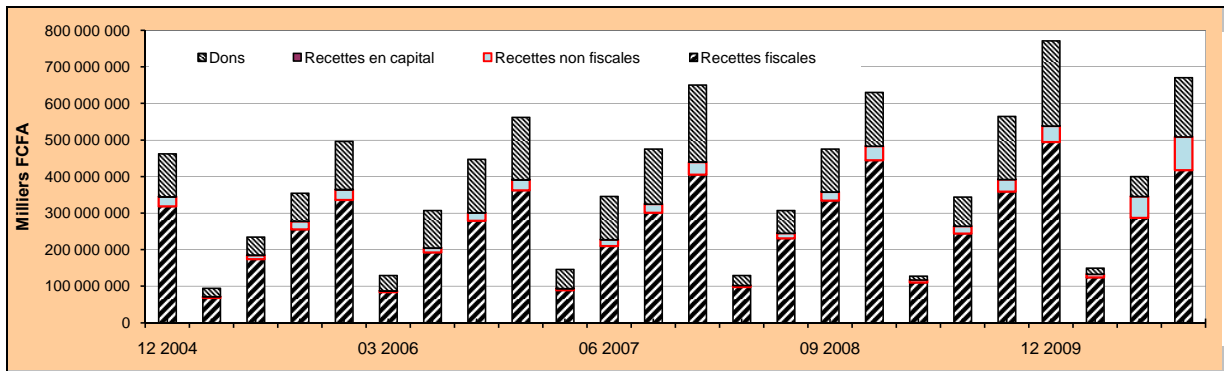
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

Finances publiques

Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2010, des efforts importants ont visé la consolidation des acquis en matière de mobilisation des recettes et de rationalisation des dépenses publiques. Malgré tout, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit (base engagement et dons compris) de 94,5 milliards francs CFA contre 82,5 milliards francs CFA une année plutôt; soit une dégradation de 14,6% imputable au faible niveau d'encaissement des dons.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2010	2010	2010		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	777 411 763	564 799 365	771 523 642	150 101 641	399 970 610	670 626 857	86,3%	18,7%
Recettes totales	573 560 750	392 086 381	539 095 255	132 867 404	345 940 678	508 725 433	88,7%	29,7%
Recettes courantes	573 554 049	392 082 504	539 091 339	132 867 368	345 940 527	508 725 264	88,7%	29,7%
Recettes fiscales	536 333 980	359 377 651	494 578 785	124 289 843	287 012 391	417 384 786	77,8%	16,1%
Impôts sur revenus et bénéfices	153 540 710	84 899 733	106 686 380	26 131 308	82 360 474	107 586 714	70,1%	26,7%
Impôt sur la main d'œuvre	4 275 522	4 371 281	6 243 252	1 612 097	3 188 397	4 322 496	101,1%	-1,1%
Taxes sur biens et services	300 415 690	200 434 285	282 942 742	72 574 447	151 513 157	227 946 078	75,9%	13,7%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	71 434 602	63 628 793	89 729 070	21 925 376	45 382 617	69 751 870	97,6%	9,6%
Autres recettes fiscales	3 708 701	3 759 688	5 490 214	1 284 272	2 881 159	4 624 088	124,7%	23,0%
Recettes non fiscales	37 220 069	32 704 853	44 512 554	8 577 525	58 928 136	91 340 478	245,4%	179,3%
Recettes en capital	6 701	3 878	3 917	36	151	169	2,5%	-95,6%
Dons	203 851 013	172 712 984	232 428 386	17 234 237	54 029 932	161 901 424	79,4%	-6,3%
Projets	134 851 013	78 366 248	86 924 440	13 643 524	25 028 823	40 568 023	30,1%	-48,2%
Programmes	69 000 000	94 346 736	145 503 947	3 590 713	29 001 109	121 333 401	175,8%	28,6%



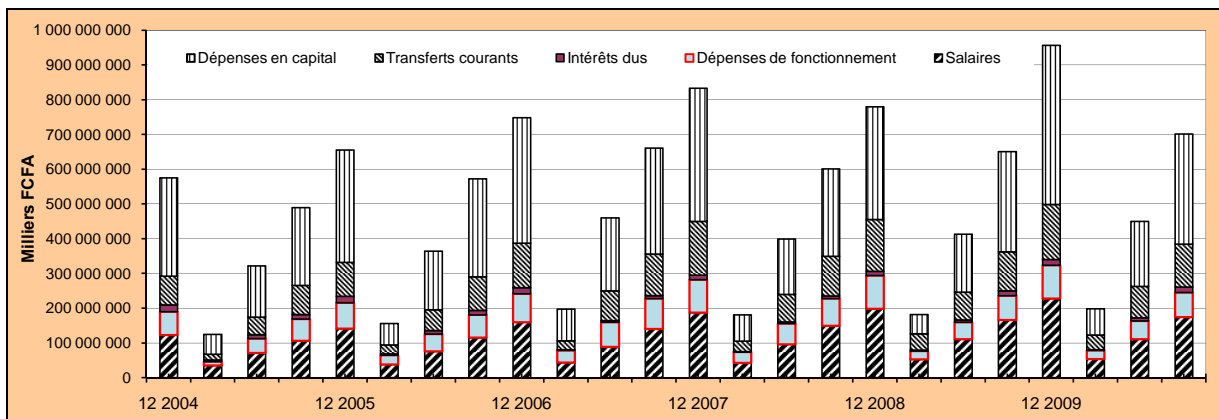
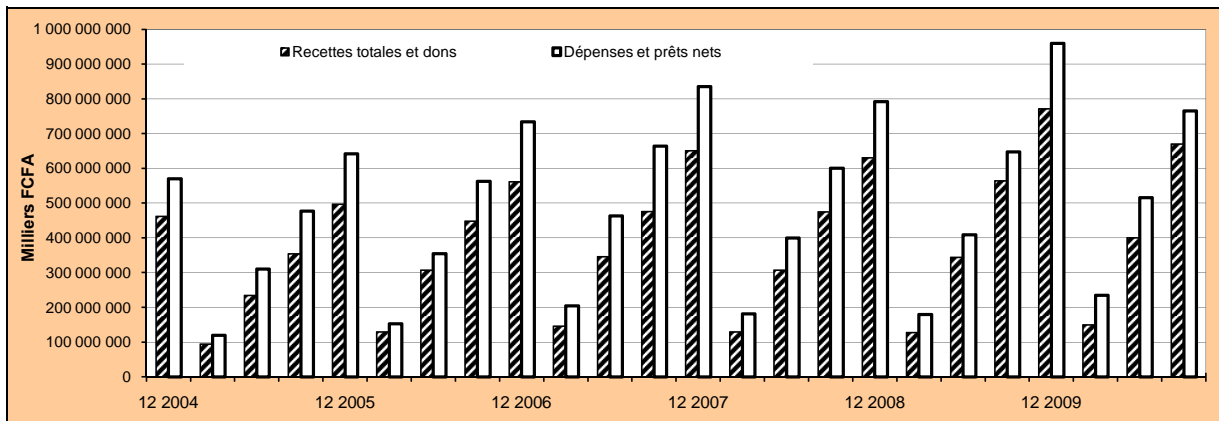
A fin septembre 2010, les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 670,6 milliards de FCFA contre 564,8 milliards de FCFA à la même période en 2009 ; soit une augmentation de 18,7%, imputable à la bonne performance des régies de recettes. En effet, ces dernières DGI, DGD et DGTCP ont respectivement enregistré des taux de réalisation par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale de 67,9%, 79,9% et 204,3%. En comparant ces niveaux de recouvrement à ceux du 1er semestre 2009, il ressort dans le même ordre un accroissement de 18,3%, 13,2% et 61,4%. La bonne performance des entreprises nationales en 2009, le renouvellement des licences des sociétés de téléphonie mobile, la poursuite de l'approche unité de recouvrement et l'intensification de la lutte contre l'incivisme fiscal et la fraude aussi contribué à relever le niveau des recettes.

Quant aux dons, leur encaissement cumulé s'élève à 161,9 milliards FCFA en baisse de 6,3% rapport à 2009 pour la même période, à cause de la lenteur du rythme de décaissement.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2010	2010	2010		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 002 583 131	647 263 940	959 595 011	234 418 770	515 614 497	765 170 985	76,3%	18,2%
Dépenses	1 005 136 881	651 359 722	956 438 735	235 351 739	517 813 512	768 966 145	76,5%	18,1%
Dépenses courantes	468 980 531	362 645 966	499 074 562	123 050 780	263 280 799	385 101 247	82,1%	6,2%
Salaires	207 396 156	166 594 823	228 436 133	54 018 864	110 646 509	175 069 420	84,4%	5,1%
Dépenses de fonctionnement	100 394 000	70 137 696	95 120 137	24 356 873	52 933 568	70 220 481	69,9%	0,1%
Intérêts dus	13 861 999	13 047 991	16 870 967	2 278 872	8 803 381	16 199 692	116,9%	24,2%
Transferts courants	147 328 376	112 865 456	158 647 325	42 396 170	90 897 342	123 611 654	83,9%	9,5%
Dépenses en capital	536 156 350	288 713 755	457 364 172	75 659 369	186 842 579	316 174 764	59,0%	9,5%
financées sur ressources propres	228 838 772	122 934 001	235 606 283	30 700 970	90 139 403	154 128 246	67,4%	25,4%
Prêts nets	-2 553 750	-4 095 782	3 156 276	-932 970	-2 199 015	-3 795 160	148,6%	-7,3%



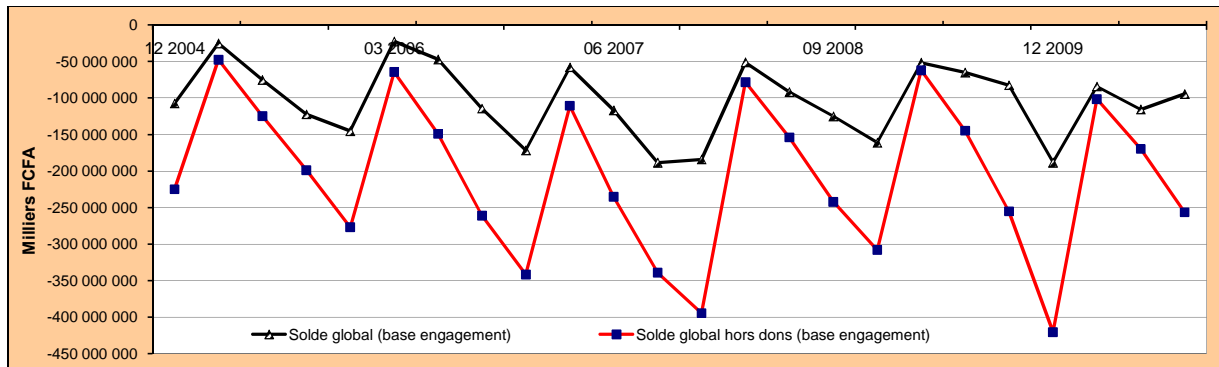
Le renforcement des mesures pour accompagner le secteur privé et les ménages, suite à la crise financière ainsi que les inondations du 1er septembre 2009, a exercé une pression importante sur le budget de l'Etat.

Au terme des neuf 1ers mois de 2010, les dépenses et prêts nets ont augmenté de 18,2% en glissement annuel pour atteindre 765,2 milliards de FCFA ; soit un taux d'exécution de 69,3% par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale. Cette forte hausse est consécutive à l'accroissement des dépenses en capital (9,5%), à celui des dépenses courantes (6,2%) en particulier les intérêts payés au titre de la dette et les transferts courants, et à la prise en charge du reliquat des dépenses exceptionnelles de 2009 d'un montant de 67,7 milliards de FCFA. Entre autres, les projets de construction de l'aéroport de Donsin et du barrage de Samandéni, l'entretien, la réparation et la construction d'infrastructures routières, la construction de complexes scolaires, les investissements réalisés pour le compte des collectivités territoriales, le programme de sécurité alimentaire, les surcoûts d'investissement et les contreparties nationales de projets sont à la base du gonflement des dépenses en capital.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SOLDES ET FINANCEMENT

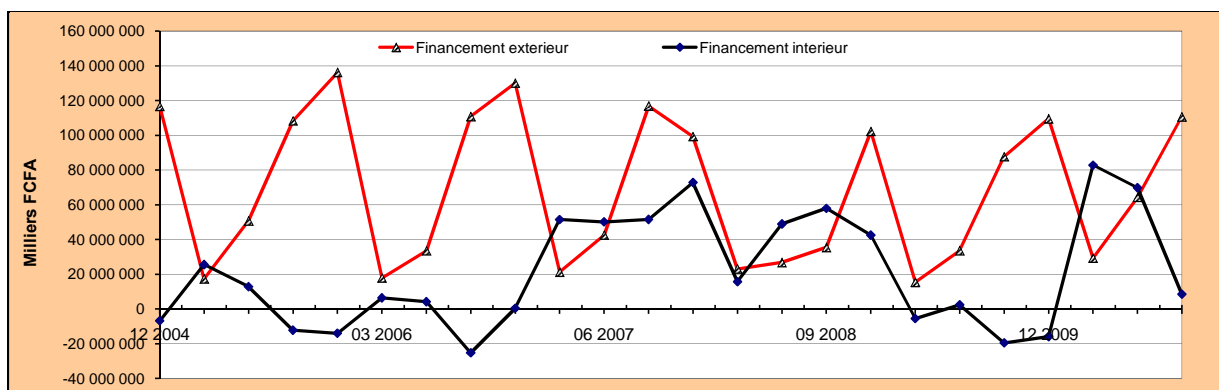
SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-225 171 368	-82 464 575	-188 071 369	-84 317 129	-115 643 887	-94 544 128	42,0%	14,6%
Solde global hors dons (base engagement)	-429 022 381	-255 177 559	-420 499 756	-101 551 366	-169 673 819	-256 445 552	59,8%	0,5%
Solde primaire	-114 842 804	-242 129 567	-403 628 788	-99 272 493	-160 870 438	-240 245 860	209,2%	-0,8%
Solde de base	-128 704 803	-93 531 916	-224 165 579	-56 605 216	-73 469 961	-96 297 033	74,8%	3,0%
Solde global (base caisse)	-225 171 368	-65 581 779	-92 597 343	-105 137 585	-132 382 877	-115 300 758	51,2%	75,8%
Solde global hors dons (base caisse)	-429 022 381	-238 294 763	-325 025 729	-122 371 822	-186 412 809	-277 202 182	64,6%	16,3%



Ainsi, l'exécution des opérations financières de l'Etat à fin septembre 2010 s'est soldée par un déficit base engagement de 94,5 milliards francs CFA contre 82,5 milliards francs CFA à fin juin 2009 ; soit une aggravation de 14,6%. Ce niveau de déficit n'est pas en phase avec celui fixé à 139,0 milliards de FCFA par le Programme FEC initial grâce à la maîtrise des dépenses intérieures et à l'amélioration du recouvrement des recettes.

En tenant compte des divers ajustements, le déficit global base caisse s'est chiffré à 115,3 milliards de FCFA et il a été financé par des apports extérieurs nets de 110,7 milliards FCFA et des apports intérieurs nets à hauteur de 8,5 milliards FCFA. Le financement extérieur a surtout été caractérisé par des emprunts projets d'un montant de 119,6 milliards contre 83,3 milliards FCFA à fin septembre 2009. Le financement intérieur a été marqué par la réalisation avec succès de quatre opérations d'émission de bons du Trésor et d'une pour les obligations du Trésor.

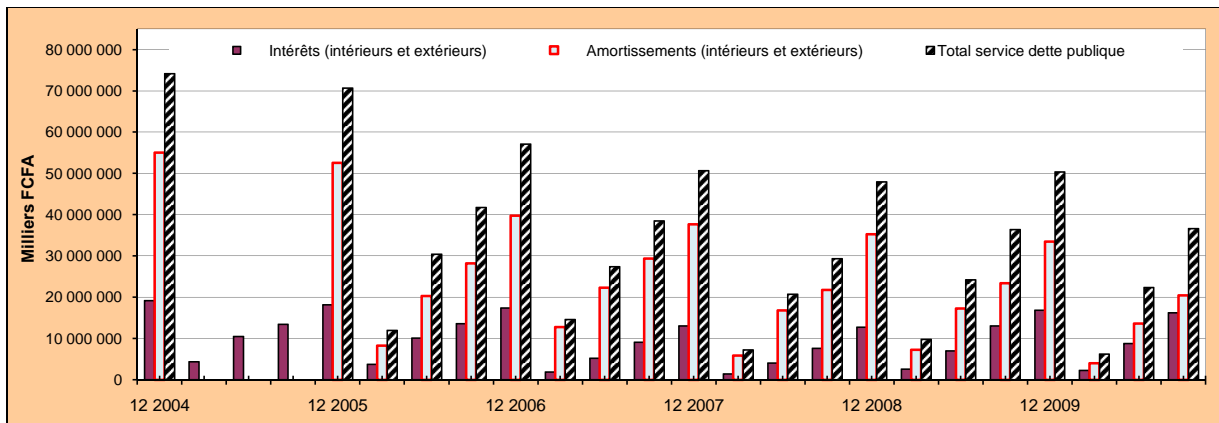
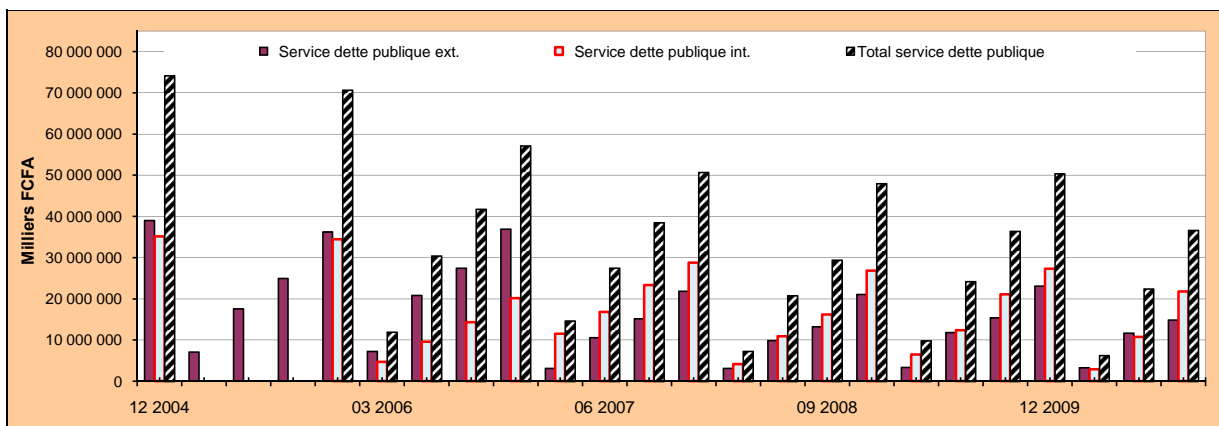
FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Financement	226 638 564	68 141 101	93 654 885	112 129 801	134 092 689	119 207 707	52,6%	74,9%
Financement extérieur	205 417 632	87 712 866	109 562 810	29 289 342	64 270 328	110 674 270	53,9%	26,2%
Décassements extérieurs	221 466 565	97 759 252	123 889 594	31 302 625	71 175 035	119 580 497	54,0%	22,3%
Initiative PPTE (Allègements)	0	0	0	0	0	0		
Amortissement de la dette extérieure	-16 048 933	-10 046 386	-14 326 784	-2 013 284	-6 904 707	-8 906 227	55,5%	-11,3%
Ajustement taux de change	0	0	0	0	0	0		
Financement intérieur	21 220 932	-19 571 765	-15 907 925	82 840 460	69 822 361	8 533 437	40,2%	-143,6%
Financement bancaire	29 720 932	-57 570 160	-44 034 344	72 846 687	65 172 200	-12 484 629	-42,0%	-78,3%
Secteur non bancaire	-8 500 000	37 998 395	28 126 418	9 993 773	4 650 161	21 018 065	-247,3%	-44,7%
Gap de financement	-1 467 196	-2 559 323	-1 057 542	-6 992 216	-1 709 812	-3 906 948	266,3%	52,7%



Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SERVICE DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2009	2009	2010	2010	2010		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	46 503 854	36 427 954	50 351 949	6 242 672	22 400 154	36 642 951	78,8%	0,6%
Amortissements (int. et ext.)	32 890 351	23 379 963	33 480 982	3 963 799	13 596 773	20 443 259	62,2%	-12,6%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	13 613 503	13 047 991	16 870 967	2 278 872	8 803 381	16 199 692	119,0%	24,2%
Service dette publique int.	25 178 936	21 072 562	27 275 934	2 943 320	10 761 415	21 822 350	86,7%	3,6%
Amortissements	18 330 195	13 333 577	19 154 198	1 950 515	6 692 065	11 537 032	62,9%	-13,5%
Intérêts	6 848 741	7 738 984	8 121 736	992 805	4 069 349	10 285 317	150,2%	32,9%
Service dette publique ext.	21 324 918	15 355 393	23 076 015	3 299 351	11 638 739	14 820 601	69,5%	-3,5%
Amortissements	14 560 156	10 046 386	14 326 784	2 013 284	6 904 707	8 906 227	61,2%	-11,3%
Intérêts	6 764 762	5 309 007	8 749 231	1 286 068	4 734 032	5 914 374	87,4%	11,4%
Service dette ext./recettes totales	3,7%	3,9%	4,3%	2,5%	3,4%	2,9%	78,4%	-25,6%

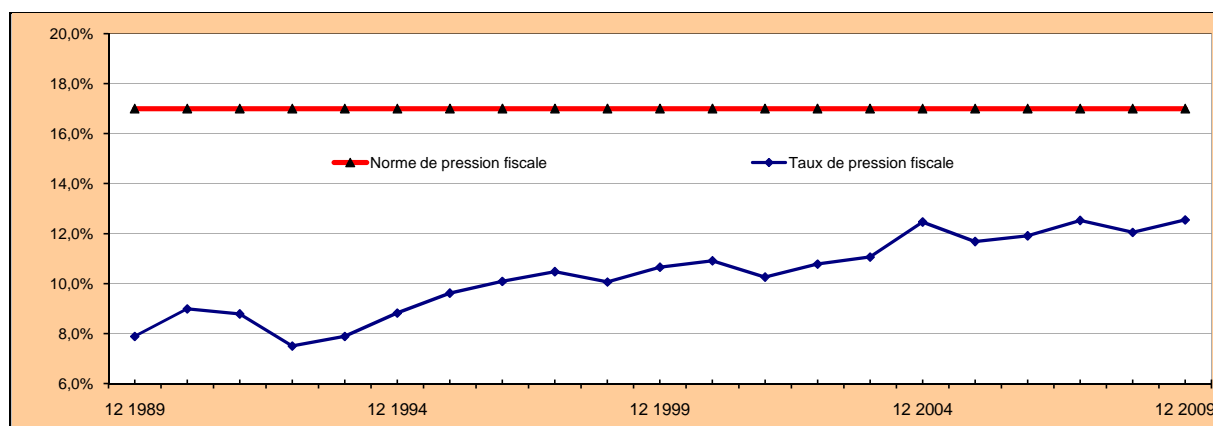


A la fin des neuf premiers mois de l'année 2010, le service de la dette publique s'est établi à 36,6 milliards de FCFA; en hausse de 0,6% par rapport à fin septembre 2009. En outre, seulement 2,9% des recettes totales ont été destinées au paiement de la dette extérieure alors que ce ratio était de 3,9% un an plus tôt. Cette baisse (-25,6%) du ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est le signe d'un recul de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2005	12 2006	12 2007	12 2008	12 2009
Critères de 1er rang						
Solde budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-3,8%	-4,8%	-5,7%	-4,7%	-5,6%
Taux d'inflation	≤ 3%	6,4%	2,4%	-0,3%	10,7%	2,6%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	42,9%	18,9%	25,1%	25,1%	27,5%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	43,4%	42,7%	35,2%	43,7%	47,6%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	42,0%	44,1%	46,3%	44,7%	46,2%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-14,8%	-12,5%	-12,6%	-15,1%	-9,2%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	11,7%	11,9%	12,5%	12,1%	12,6%



Sources : M.E.F.

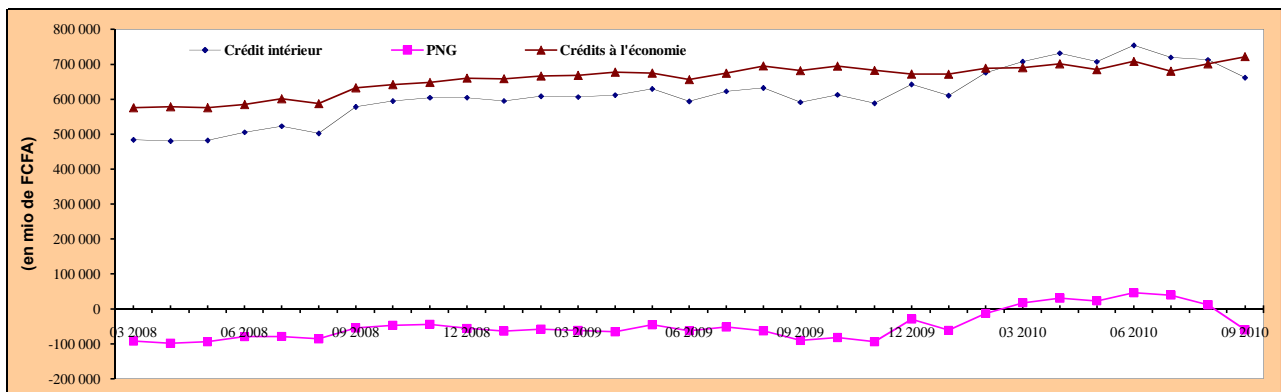
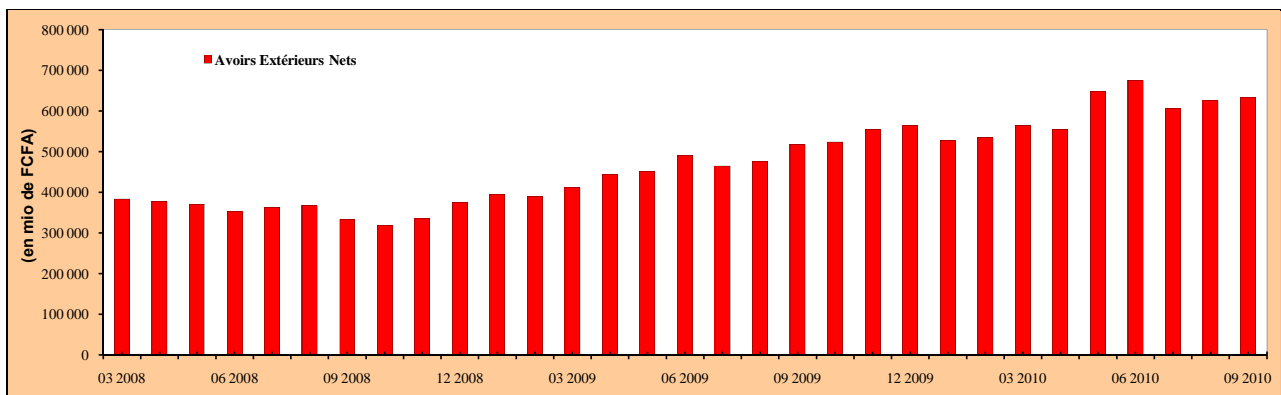
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

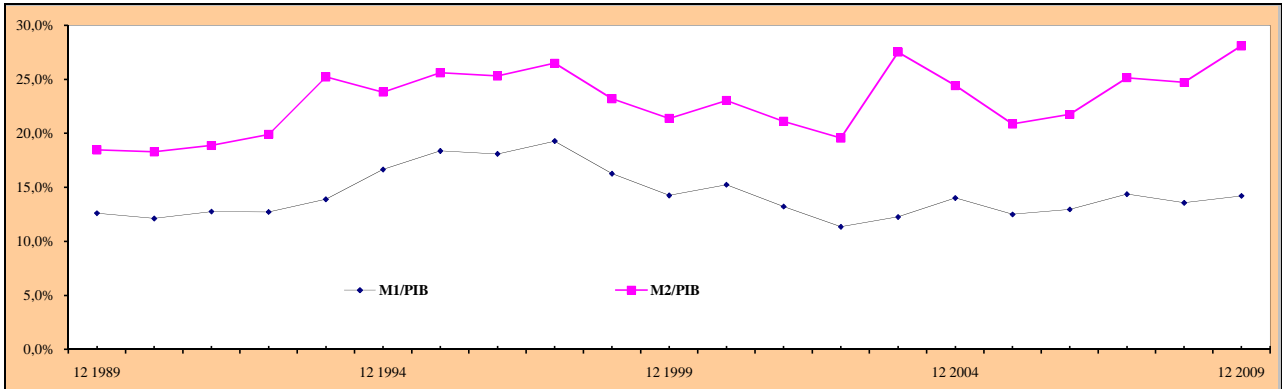
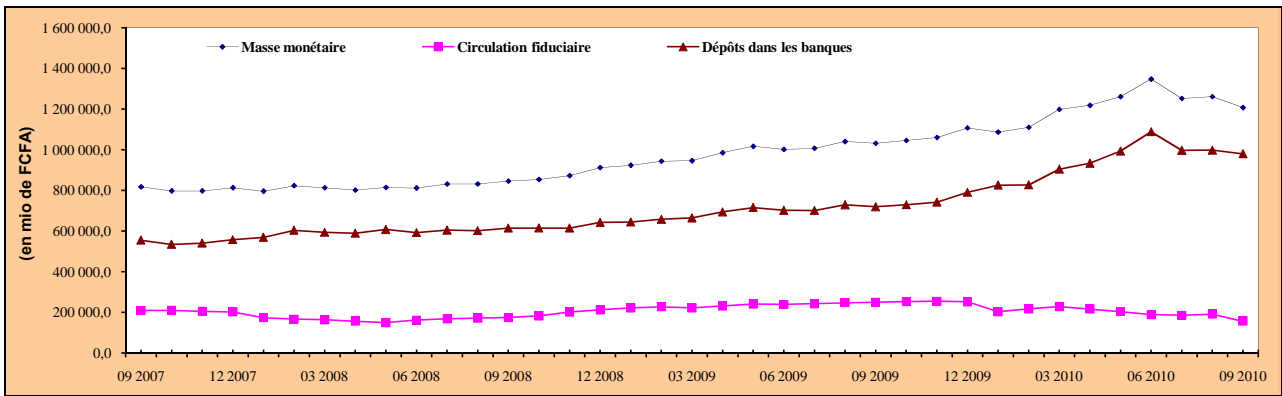
Les agrégats monétaires entre fin décembre 2009 et fin septembre 2010 ont été caractérisés par une hausse des avoirs extérieurs nets (+12,3%), des crédits intérieurs (3,0%) et de la masse monétaire (+9,1%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation fin de trimestre)	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Avoirs Extérieurs Nets	517 187,6	563 540,5	564 932,0	675 488,7	632 626,8	-42 861,9	-6,3%	115 439,2	22,3%
BCEAO	407 666,5	385 795,5	345 433,0	387 869,7	359 897,8	-27 971,9	-7,2%	-47 768,7	-11,7%
Banques	109 521,1	177 745,0	219 499,0	287 619,0	272 729,0	-14 890,0	-5,2%	163 207,9	149,0%
Crédit intérieur	591 439,0	642 618,7	707 842,7	754 348,3	661 929,0	-92 419,4	-12,3%	70 489,9	11,9%
PNG	-90 500,6	-29 448,5	17 307,6	46 077,0	-59 849,0	-105 926,1	-229,9%	30 651,6	-33,9%
Crédits à l'économie	681 939,7	672 067,2	690 535,1	708 271,3	721 778,0	13 506,7	1,9%	39 838,3	5,8%
dont crédits à court terme	390 497,8	392 494,3	382 324,0	391 118,6	416 948,9	25 830,3	6,6%	26 451,1	6,8%
dont crédits de campagne	38 721,0	22 070,9	52 639,1	33 441,7	15 823,1	-17 618,6	-52,7%	-22 898,0	-59,1%
dont crédits à moyen et long terme	252 720,9	257 502,0	255 572,0	283 711,0	289 006,0	5 295,0	1,9%	36 285,1	14,4%
Masse monétaire	1 031 977,0	1 107 129,8	1 198 477,7	1 347 714,5	1 207 380,5	-140 334,1	-10,4%	175 403,5	17,0%
Circulation fiduciaire	249 657,7	251 750,7	227 836,8	189 074,2	156 325,1	-32 749,1	-17,3%	-93 332,6	-37,4%
Dépôts dans les banques	719 163,2	790 858,7	904 805,5	1 088 703,3	980 343,4	-108 359,9	-10,0%	261 180,2	36,3%
dont dépôts à vue	316 303,2	357 864,7	422 812,5	461 603,3	416 225,4	-45 377,9	-9,8%	99 922,2	31,6%
dont dépôts à terme	267 841,0	293 075,0	332 766,0	448 990,0	381 182,0	-67 808,0	-15,1%	113 341,0	42,3%
Autres Postes Nets	76 649,7	99 029,4	74 297,0	82 122,5	87 175,3	5 052,8	6,2%	10 525,6	13,7%

AGREGATS MONETAIRES	déc.05	déc.06	déc.07	déc.08	déc.09
M1/PIB	12,5%	13,0%	14,4%	13,6%	14,2%
M2/PIB	20,9%	21,8%	25,1%	24,7%	28,1%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont passés de 563,5 milliards de FCFA à fin décembre 2009 à 632,6 milliards de FCFA à fin septembre 2010, soit une progression de 69,1 milliards de FCFA (+12,3%). Cette évolution s'explique exclusivement par un accroissement des avoirs extérieurs nets des banques (+95 milliards de FCFA) entre fin décembre 2009 et fin septembre 2010, ceux de la Banque Centrale ayant au contraire enregistré un repli de (25,9 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 25,9 milliards de FCFA (-6,7%) résulte d'une baisse des avoirs extérieurs bruts, accentuée par une hausse des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 577,7 milliards de FCFA à fin septembre 2010 contre 588,7 milliards de FCFA à fin décembre 2009, soit un recul de 10,9 milliards de FCFA (-1,9%) et les engagements extérieurs se sont situés à 217,8 milliards de FCFA à fin septembre 2010 contre 202,9 milliards de FCFA à fin décembre 2009, soit une hausse de 14,9 milliards de FCFA (+7,4%).

La position extérieure des banques a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs bruts, prononcée par la baisse des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques sont passés de 288,4 milliards de FCFA à fin décembre 2009 à 366,5 milliards de FCFA à fin septembre 2010, soit une hausse de 78,1 milliards de FCFA (+0,27%). Sur la même période, leurs engagements extérieurs sont passés de 110,6 milliards de FCFA à 93,8 milliards de FCFA, soit une baisse de 16,8 milliards de FCFA (-0,15%).

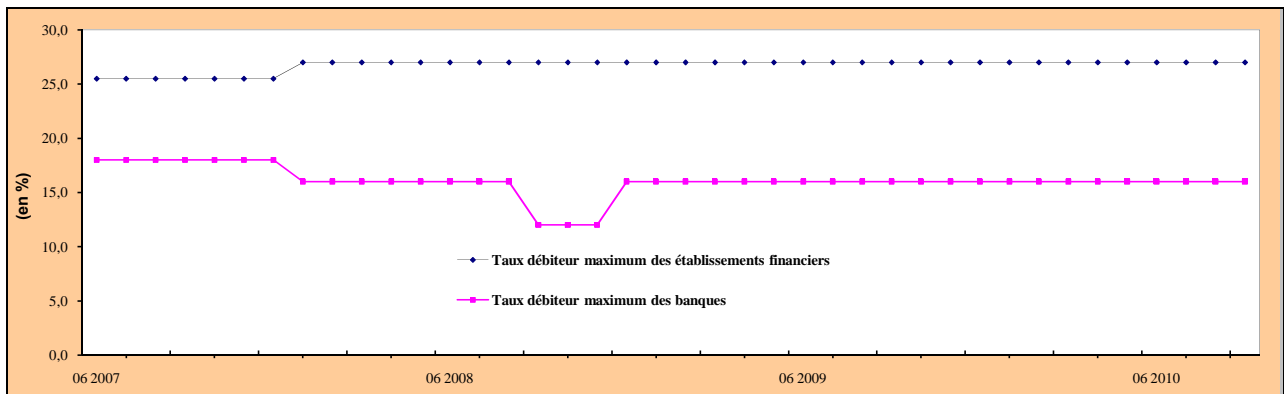
Le crédit intérieur a progressé de 19,3 milliards de FCFA (+3,0%) à fin septembre 2010, en ressortant à 661,9 milliards de FCFA contre 642,6 milliards de FCFA à fin décembre 2009. Cette progression est attribuable exclusivement aux crédits à l'économie qui ont augmenté de 49,7 milliards de FCFA, en passant de 672,1 milliards de FCFA à fin décembre 2008 à 721,8 milliards de FCFA à fin 2009, la PNG s'étant amélioré de 30,4 milliards de FCFA(+103,2%) sur la même période.

La masse monétaire, suivant l'évolution de ses contreparties, a enregistré un accroissement de 9,1% (100,3 milliards de FCFA) entre fin décembre 2009 et fin septembre 2010, en s'établissant à 1.207,4 milliards de FCFA, contre 1.107,1 milliards de FCFA respectivement. Cette évolution est due à une augmentation des dépôts en banques (189,5 milliards de FCFA, soit +24,0%), la circulation fiduciaire ayant au contraire décéléré de 95,4 milliards de FCFA, (-37,9%) sur la même période.

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	17,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	-11,8%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du troisième trimestre 2010, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas connu de modification. Le taux de pension et le taux d'escompte sont fixés, depuis le 16 juin 2009, respectivement à 4,25% et 6,25%, contre des taux respectifs de 4,75% et 6,75% qui étaient entrés en vigueur depuis le 16 août 2008.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,50% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du troisième trimestre 2010. Les taux débiteurs minimum et maximum moyens ont stagné au cours du troisième trimestre 2010. En effet, le taux de base moyen bancaire ainsi que les taux débiteurs minimum et maximum se sont établis respectivement à 10,04%, 7,19% et 14,31% aux mois de juillet, août et septembre 2010. Aussi, les taux débiteurs (minimums et maximums) ont-ils évolué dans la fourchette de 1,5% à 16,0%, le taux d'usure étant de 18,0%.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au troisième trimestre 2010. Ainsi, le taux de base moyen et les taux débiteurs minimum et maximum se sont fixés respectivement à 14,63%, 16,38% et 23,50% au cours des trois mois du troisième trimestre de l'année 2010.

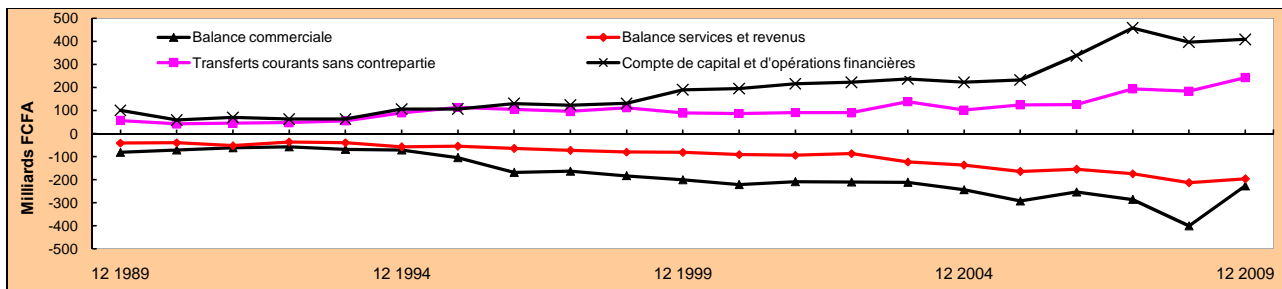
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè s'est senti des effets de la conjoncture internationale difficile, marquée par les fortes tensions sur les prix des produits pétroliers et surtout de ceux alimentaires, une reprise modérée des cours mondiaux du coton et une faiblesse persistante du dollar américain sur le marché des changes. A fin décembre 2008, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti déficitaire de 33,4 milliards de FCFA contre un excédent exceptionnel de 188,1 milliards de FCFA un an plus tôt.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	Var. 2009	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations	Var./2008	Var./2007
Exportations de biens FOB	247,1	307,6	298,6	310,4	425,6	37,1%	19,4%
Importations de biens FOB	540,5	562,1	585,1	711,7	653,8	-8,1%	5,7%
Balance commerciale	-293,4	-254,5	-286,6	-401,4	-228,1	-43,2%	-10,8%
Services	-154,1	-154,9	-173,9	-211,6	-194,3	-8,1%	5,7%
Revenus	-10,9	-0,2	-1,1	-1,6	-2,1	29,6%	37,5%
Balance des services et revenus	-164,9	-155,1	-175,1	-213,2	-196,5	-7,9%	5,9%
Transferts courants sans contrepartie	123,8	125,4	193,3	183,3	242,5	32,3%	12,0%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-334,6	-284,2	-268,4	-431,3	-182,1	-57,8%	-17,6%
Transferts en capital	110,7	818,8	140,2	85,9	132,9	54,7%	-2,6%
Opérations financières	121,9	-481,3	317,8	310,9	275,3	-11,5%	-6,9%
Comptes de capital et d'opérations financières	232,5	337,5	457,9	396,8	408,2	2,9%	-5,6%
Erreurs et omissions	-1,7	-3,8	-1,5	1,5	-1,4		-2,7%
Solde global	-103,7	49,6	188,1	-33,0	224,7		9,3%



Cette détérioration des comptes extérieurs découle aussi bien de celle du solde structurellement déficitaire de la Balance des transactions courantes, que de la baisse des entrées nettes de flux au titre des opérations financières, en liaison notamment avec les effets de la crise économique internationale.

Sur la base de l'analyse de l'évolution récente de la conjoncture économique interne et externe, et prenant en compte la bonne progression des exportations d'or, la Balance des Paiements du Burkina Faso devrait ressortir excédentaire de 224,7 milliards de FCFA en 2009, contre 33,4 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes La balance des transactions courantes pour l'année 2009 devrait s'améliorer de 249,2 milliards de FCFA par rapport à l'année 2008. Cette évolution s'expliquerait par une hausse des exportations (+115,3 milliards de FCFA) conjuguée à une contraction des importations (-57,9 milliards de FCFA).

Les exportations atteindraient 425,6 milliards de FCFA en 2009 contre 310,3 milliards de FCFA en 2008, soit une hausse de 37,2% expliquée principalement par les exportations d'or non monétaire (+109,6 milliards de FCFA). Par contre, le coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays, a affiché une contraction de ses recettes à l'exportation de 3,6 milliards de FCFA entre 2008 et 2009.

Quant aux importations, elles se sont estimées à 653,8 milliards de FCFA en 2009 contre 711,7 milliards de FCFA en 2008, soit une baisse de 8,1%, imputable principalement aux produits pétroliers (-62,1 milliards de FCFA), en liaison avec la détente des prix des hydrocarbures.

Au titre des opérations financières et de capital, serait excédentaire de 408,2 milliards de FCFA en 2009 contre 396,8 milliards de FCFA en 2008, soit une amélioration de 11,4 milliards de FCFA (+2,9%). Cette progression s'expliquerait exclusivement par le solde du compte de capital. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital passerait de 85,9 milliards de FCFA en 2008 à 132,9 milliards de FCFA en 2009, soit une amélioration de 47,0 milliards de FCFA d'une année à l'autre. Par contre, le solde excédentaire des opérations financières se réduirait de 35,6 milliards de FCFA, se situant à 275,3 milliards de FCFA en 2009 contre 310,9 milliards de FCFA en 2008.

Ainsi, le solde global ressortirait excédentaire de 224,7 milliards de FCFA contre un déficit de 33,0 milliards de FCFA en 2008.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2010	2010	2010	trimestriel	annuel
TOTAL	240 833,7	283 038,9	232 389,3	258 876,9	283 964,3	9,7%	17,9%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 916,5	2 617,3	3 162,5	2 596,9	2 985,6	15,0%	-23,8%
Produits du règne végétal	16 933,9	21 124,2	14 509,2	16 312,5	17 947,7	10,0%	6,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 433,9	3 221,4	1 849,8	1 821,7	2 896,6	59,0%	19,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	18 109,4	18 435,8	17 388,6	17 787,3	17 063,3	-4,1%	-5,8%
Produits minéraux	60 091,3	65 807,1	55 926,4	70 484,1	73 263,2	3,9%	21,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	28 119,7	25 392,3	30 433,5	39 292,1	38 190,5	-2,8%	35,8%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	7 862,2	11 349,0	9 802,0	10 965,5	12 399,6	13,1%	57,7%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	223,8	218,0	195,7	149,2	267,9	79,6%	19,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	851,5	933,0	1 042,4	1 079,7	830,8	-23,1%	-2,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	7 614,5	5 920,7	4 331,0	6 202,7	7 884,0	27,1%	3,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 412,7	7 576,6	6 819,3	6 075,2	5 977,9	-1,6%	-19,4%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	808,0	1 050,9	783,3	1 218,3	918,8	-24,6%	13,7%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	1 798,1	2 168,1	1 961,6	1 949,0	1 966,9	0,9%	9,4%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	9,3	11,5	14,5	30,3	26,4	-13,0%	183,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	16 802,2	17 141,8	19 603,7	21 885,1	25 662,6	17,3%	52,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	34 387,2	65 160,1	36 849,2	32 261,2	45 050,7	39,6%	31,0%
Matériel de transport	29 687,4	30 251,2	22 087,0	22 431,9	25 641,9	14,3%	-13,6%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	1 604,6	2 086,4	2 789,7	2 770,7	2 190,1	-21,0%	36,5%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	84,2	138,2	154,1	640,2	803,6	25,5%	854,2%

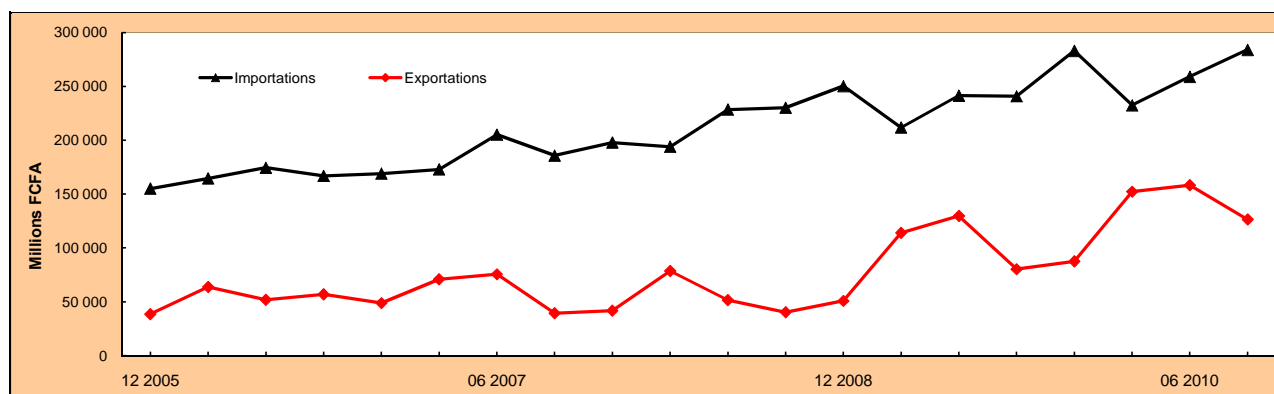
Après le léger repli en début d'année 2010 de -17,9% en glissement trimestrielle, la hausse des importations se poursuit au troisième trimestre 2010 enregistrant une hausse de 9,7% par rapport au deuxième trimestre 2010. La valeur totale des importations passent ainsi de 258,9 milliards au deuxième trimestre 2010 à 284,0 milliards au troisième trimestre 2010, soit une hausse de +25,0 milliards de francs CFA.

Cette hausse sensible est principalement imputable à une hausse trimestrielle des importations des machines, appareils et matériels électrique de 12,8 milliards de francs CFA, soit 39,6% en glissement trimestrielle.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit. En effet, une hausse de 17,9% est observée par rapport au quatrième trimestre de 2009. Les importations des hydrocarbures enregistrent la principale progression significative avec une différence de +13,2 milliards de FCFA, soit +21,9% de glissement annuel; suivi de près par les machines, appareils et matériels électriques pour 10,7 milliards de FCFA avec un glissement annuel de +31,0%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2009	2009	2010	2010	2010	trimestriel	annuel
TOTAL	80 241,7	87 492,6	152 237,7	158 210,8	126 405,2	-20,1%	57,5%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	2 122,6	2 249,0	1 121,6	1 311,0	1 511,7	15,3%	-28,8%
Produits du règne végétal	3 435,3	7 835,8	21 983,8	11 373,8	7 745,8	-31,9%	125,5%
dont arachides	1 549,0	6 779,0	17 880,9	4 609,4	2 775,4	-39,8%	79,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	161,3	250,1	812,2	453,5	367,0	-19,1%	127,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 942,8	2 125,9	2 401,1	2 893,3	1 714,7	-40,7%	-11,7%
Produits minéraux	1 155,6	1 410,8	825,0	907,8	797,0	-12,2%	-31,0%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	422,7	256,0	212,0	1 679,4	312,8	-81,4%	-26,0%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 582,7	1 116,3	83,4	87,9	1 037,4	1080,1%	-34,5%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	83,4	670,4	24,7	808,0	527,7	-34,7%	532,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	10,3	20,1	13,0	5,7	9,8	70,2%	-4,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	25,7	10,1	11,6	22,7	1,9	-91,6%	-92,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	16 755,4	10 134,9	51 937,6	38 434,0	2 334,9	-93,9%	-86,1%
dont coton fibre	15 757,8	9 231,7	51 040,8	37 283,0	1 638,2	-95,6%	-89,6%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	5,6	1,3	0,5	0,5	0,0	-100,0%	-100,0%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	54,4	66,7	66,1	96,6	44,5	-54,0%	-18,3%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	47 895,3	53 752,5	68 849,0	96 789,5	103 493,6	6,9%	116,1%
dont or	47 895,3	53 752,5	68 846,9	96 789,4	103 493,6	6,9%	116,1%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	1 494,5	1 499,0	895,0	606,0	1 058,3	74,6%	-29,2%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	1 240,2	4 276,9	2 093,9	936,7	1 163,2	24,2%	-6,2%
Matériel de transport	895,1	1 298,2	474,6	1 276,8	320,6	-74,9%	-64,2%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	98,2	58,3	84,8	179,6	142,7	-20,6%	45,3%
Marchandises et produits divers	580,0	175,6	215,4	306,2	435,5	42,2%	-24,9%



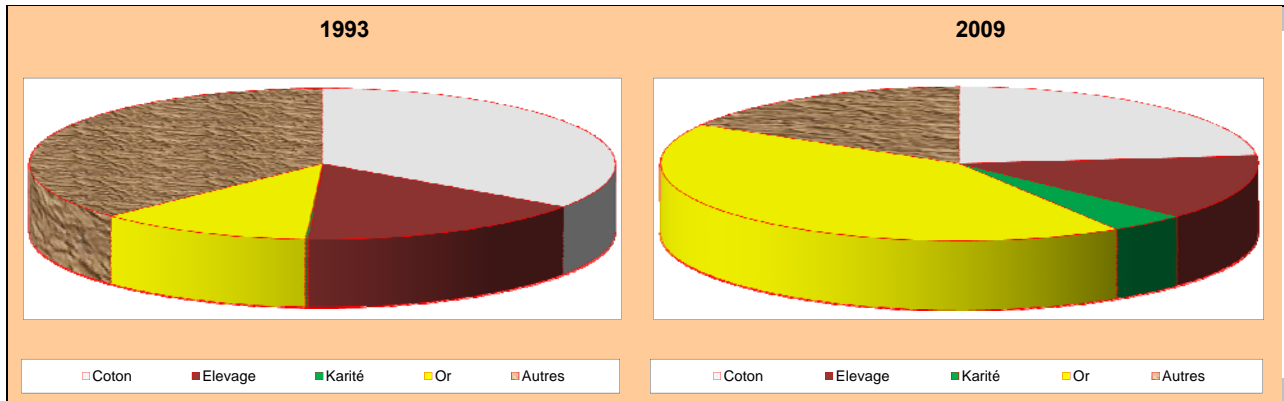
Les exportations au troisième trimestre 2010 ont perdu le cinquième de sa valeur comparativement au deuxième trimestre 2010. Cette baisse est principalement attribuable à la baisse significative des exportations coton fibre de -95,6%, surplombant la hausse relative des exportations de l'or (+6,7 milliards de FCFA pour + 6,9%).

En effet, les effets conjugués de la hausse du cours de l'or et du dollar avec le regain d'intérêt pour l'exploitation industrielle de l'or depuis quelques années ont favorisé la poursuite de la hausse des exportations d'or qui passent le cap des cent (103,5) milliards de FCFA au troisième trimestre 2010.

En glissement annuel, les exportations d'or ont doublé (hausse de +116,1%) et confirme la place de plus en plus importante qu'occupe cette pierre précieuse dans les entrées de devises au Burkina Faso.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1993	2006	2007	2008	2009
Part du coton dans total	34,7%	65,2%	55,7%	33,1%	23,3%
Part des produits de l'élevage dans total	16,1%	14,2%	15,2%	16,3%	13,7%
Part du karité dans total	0,2%	3,9%	4,5%	5,4%	4,2%
Part de l'or dans total	11,9%	3,2%	5,4%	22,6%	42,2%
Part des autres produits dans total	37,2%	13,5%	19,1%	22,5%	16,6%

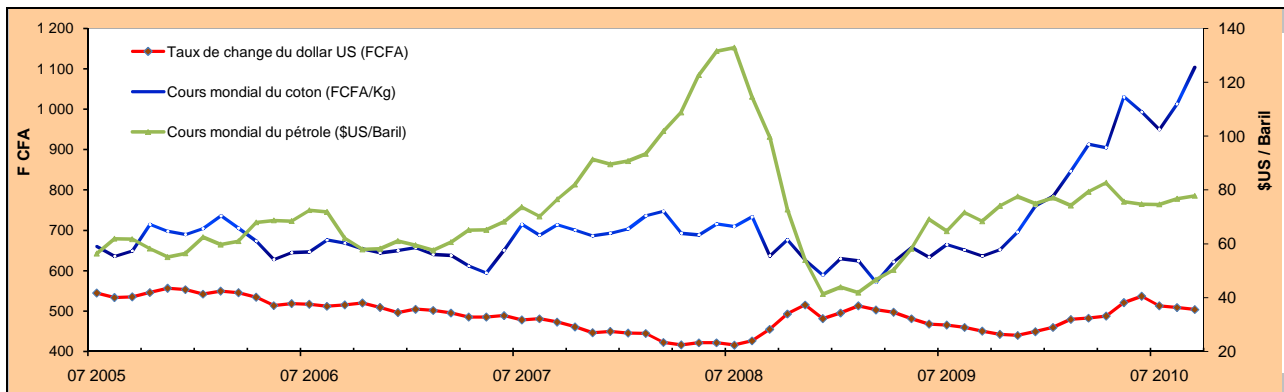


En 1993, le coton, les produits de l'élevage et l'or étaient les principaux produits exportés avec 62,6% des exportations, dont 34,7% pour le coton. Plus d'un quinquennat après, si la part des produits de l'élevage n'a pas considérablement changé et oscille autour de 13,7%, les données des autres composantes des exportations ont fortement fluctuées et le coton ne représente plus que 23,3%. L'or qui représentait 11,9% en 1993, a considérablement gagné du poids dans les exportations avec la reprise de la production industrielle qui a permis une hausse de sa proportion dans l'exportation totale qui se situe en 2009 à 42,2%. Cette hausse devrait se poursuivre dans les années à venir.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	3. Trim. 2009	4. Trim. 2009	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	Glissement	
COTON : Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	458,7	444,0	473,9	515,3	508,8	-1,3%	10,9%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	68,2	75,5	76,9	77,7	76,4	-1,7%	11,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 420,0	1 583,0	1 788,3	1 894,3	2 010,0	6,1%	41,5%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	33,8	38,9	39,1	42,1	43,3	2,9%	28,0%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	31,3	33,5	36,4	40,0	38,8	-2,8%	24,2%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	651,3	703,0	848,1	976,4	1 022,1	4,7%	56,9%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	15,5	17,3	18,5	21,7	22,0	1,4%	42,0%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,021	0,021	0,023	0,024	0,026	7,6%	26,1%



. Taux de change du dollar :

Le dollar connaît une dépréciation régulière vs l'euro depuis juillet 2010. Après une dépréciation de 9,8% (en variation trimestrielle) au deuxième trimestre de 2010, le FCFA s'est apprécié de 1,8% au troisième trimestre pour se situer à 504 FCFA contre 537,4 FCFA au deuxième trimestre. En glissement annuel, il est en dépréciation de 11,8% contre une appréciation de 2,0% en septembre 2010. Cette remontée de l'euro par rapport au dollar serait imputable en partie aux signes de reprise de l'économie mondiale et au retour de la confiance dans la zone euro.

. Prix des produits exportés :

Le cours du coton a renoué avec la hausse depuis août 2010, après une baisse de 8,2% en juillet 2010. En glissement trimestriel, il a enregistré une hausse de 18,5% au troisième trimestre 2010 contre une hausse de 4,1% au deuxième trimestre de la même année. Toutefois, le prix moyen de la tonne de coton au troisième trimestre reste nettement supérieur à son niveau du trimestre précédent, passant ainsi de 1984 \$US à 2014,6 \$US la tonne. En glissement annuel, la valeur du coton a progressé de 55,3%. En FCFA, le cours du coton a enregistré une hausse de 20,0% et 70,0% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Le kilogramme de coton fibre resté en moyenne à 1000 FCFA sur les deux trimestres précédents contre 848,1 FCFA au premier trimestre 2010. Cette embellie du marché offre des opportunités de profit pour les sociétés cotonnières (via ventes à terme) et éventuellement pour les producteurs (distribution de ristournes).

Après une rupture de série en juillet 2010 (baisse de 2,7%), le cours mondial de l'once d'or a renoué avec sa tendance haussière aussitôt en août 2010. En glissement trimestriel, il a augmenté de 6,4% au troisième trimestre après une hausse également de 7,2% au deuxième trimestre de 2010, passant ainsi de 42,1\$US/g à 43,2 \$US/g en moyenne. En glissement annuel le cours de l'or reste en hausse de 27,6%. En FCFA, il a enregistré une hausse de 4,5% en glissement trimestriel, passant ainsi de 21700 FCFA/g en moyenne au deuxième trimestre à 22000 FCFA/g au troisième trimestre. Cette situation traduit un maintien de l'envolée du cours de l'or sur le marché mondial, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur plus sûre par rapport aux devises.

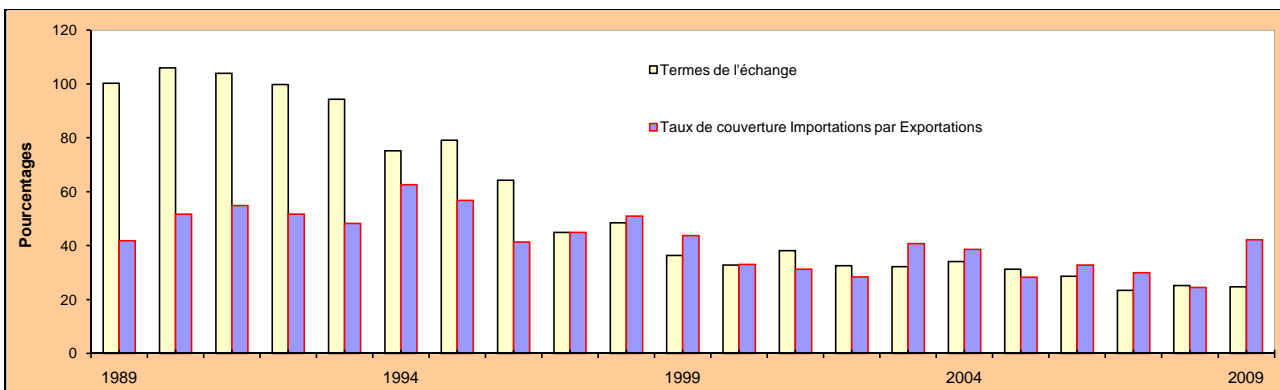
. Prix des produits importés :

Après une baisse successive de mai à juillet 2010 (baisse moyenne de 3,8%), le cours mondial du brut de pétrole a renoué avec la hausse il y a deux mois. En glissement trimestriel, il a enregistré une hausse de 4,3%, passant ainsi de 74,6 \$US le baril en moyenne en juillet 2010 à 77,8 \$US en septembre de la même année. En glissement annuel, il reste nettement supérieur de 13,8% en septembre 2010. En FCFA, le cours du pétrole a varié de +2,4% et de +27,3% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Cette hausse serait principalement imputable au redressement de la demande des pays de l'OCDE notamment des USA. Toutefois, l'augmentation de la production des pays hors OPEP, l'importance des capacités de production non utilisées et celle des stocks pourraient décélérer la flambée du cours à court terme.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS

TERMES DE L'ECHANGE	12 2005	12 2006	12 2007	12 2008	12 2009	Var. 2009	
						Var./2008	Var./2007
Indice prix à l'importation	252,1	259,7	267,5	275,5	283,8	3,0%	6,1%
Indice prix à l'exportation	78,9	74,5	62,6	69,4	70,0	0,9%	11,9%
Termes de l'échange	31,3%	28,7%	23,4%	25,2%	24,7%	-2,0%	5,4%
Taux de couverture Importations par Exportations	28,3	32,8	29,9	24,5	42,1	72,0%	41,0%

**TERMES DE L'ECHANGE ET COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

Par rapport au taux de couverture, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 42,1% en fin 2009.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévision et des Statistiques de l'Elevage
DPCAS :	Direction de la Prévision des Crises Alimentaires et Sanitaires du Bétail
DSAN :	Direction des Statistiques Animales
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IADM :	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHRH	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
SP-PPF :	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun)
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kourritenga, région du Centre – Est)

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévision et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
MILLOGO, Antoine	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
OUEDRAOGO, Dansané	Indice de la production industrielle	INSD
MILLOGO, Antoine	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
LENGANE, Toubriant MILLOGO, François SIE, Chiep	Finances publiques	DEP/MEF SP-PPF SP-PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
SEBEGO, Mamoudou	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DPAM / DGEP

Avec l'appui technique

gtz

**PROJET CONSEILLER TECHNIQUE AUPRES DU MINISTRE
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**



Bundesministerium für
wirtschaftliche Zusammenarbeit
und Entwicklung